



Gouvernement  
du Québec  
Régie du logement

# **ÉTUDE DES CRÉDITS 1994-1995**

**Demandes de renseignements de  
l'opposition officielle**

**Mars 1994**

RÉGIE DU LOGEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 1994-1995

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE



(MARS 1994)

## 2. LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES DE LA RÉGIE DU LOGEMENT

---

NOTE : Toutes les publications ci-dessous sont publiées en français et en anglais.  
Les tirages et les coûts indiqués comprennent les deux versions.

1. Titre : *Calcul 94 - Comment s'entendre sur une augmentation de loyer en 1994*  
Tirage : 65 000  
Coût d'impression : 6 105 \$  
Distribution : Bureaux de la Régie du logement et de Communication-Québec  
Imprimeur : *Les Publications du Québec*<sup>1</sup>
2. Titre : Fiches-conseil (38 titres)  
Tirage : 825 600  
Coût d'impression : 34 180,15 \$  
Distribution : Bureaux de la Régie du logement et de Communication-Québec  
Imprimeur : Bilodeau Inc.  
Groupe Wilco  
Reprotech  
*Les Publications du Québec*
3. Titre : *La Conversion en copropriété divisée*  
Tirage : 16 000  
Coût d'impression : 1 380,19 \$  
Distribution : Bureaux de la Régie du logement et de Communication-Québec  
Accès-Montréal  
Imprimeur : Reprotech

---

<sup>1</sup> La mention de *Les Publications du Québec* apparaît dans la liste des imprimeurs pour indiquer que certains contrats d'impression pour la publication en cause ont été négociés et conclus par l'entremise de cet organisme.

4. Titre : *Entendons-nous, guide des relations propriétaire/locataire*  
Tirage : 7 000  
Coût d'impression : 7 022,40 \$  
Distribution : Bureaux de la Régie du logement et de Communication-Québec  
Imprimeur : *Les Publications du Québec*
5. Titre : *Le nouveau Code civil en matière de logement - vos droits et vos obligations avant et après le 1<sup>er</sup> janvier 1994*  
Tirage : 102 000  
Coût d'impression : 26 493,85 \$  
Distribution : Bureaux de la Régie du logement et de Communication-Québec  
Imprimeur : Reprotech  
*Les Publications du Québec*
6. Titre : Les Mentions du bail  
Tirage : 55 000  
Coût d'impression : 9 733,85 \$  
Distribution : Bureaux de la Régie du logement et de Communication-Québec  
Imprimeur : Reprotech  
*Les Publications du Québec*

### 3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1ER AVRIL 1993

---

- Voyage à Ottawa du 30 mai au 2 juin 1993.

Participation à la conférence annuelle du Conseil des tribunaux administratifs canadiens.

Participants : Me Louise Thibault  
Présidente (membre d'organisme)  
Coût du voyage : 634,30 \$

M. Rodrigue Dubé  
Vice-président (membre d'organisme)  
Coût du voyage : 448,80 \$

- Voyage à Ottawa du 7 novembre au 9 novembre 1993.

Participation au congrès annuel de la Fondation canadienne pour la vérification intégrée.

Participant : M. Rodrigue Dubé  
Président (membre d'organisme)  
Coût du voyage : 505,00 \$

#### 4. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ

---

Aucune dépense n'est également prévue en 1994-1995.

## 5. LISTE DES SONDAGES EFFECTUÉS EN 1993-1994

---

Un sondage a été effectué auprès de la clientèle des services de conciliation de la Régie au premier trimestre 1994. Le questionnaire administré est joint mais les résultats, qui seront analysés à l'interne, ne sont pas encore disponibles.

**SECTION I - DEMANDEUR (si défendeur, passez à la section II)**

1. Vous avez déposé une (ou des) cause (s) à la Régie du logement en 1993. Au moment où vous avez introduit cette (ou ces) cause (s), le préposé vous a-t-il expliqué en détail, moyennement ou peu ce qu'était le service de conciliation de la Régie du logement ?

- 1. en détail
- 2. moyennement
- 3. peu
- 8. ne s'applique pas

2. Le préposé vous a-t-il remis un dépliant expliquant dans ses grandes lignes la conciliation et le service de conciliation de la Régie du logement ?

- 1. Oui
- 2. Non
- 8. ne se souvient pas

3. Au moment où vous avez accepté la conciliation, connaissiez-vous très bien, bien, moyennement ou mal ce service qu'offre la Régie du logement ?

- 1. Très bien
- 2. Bien
- 3. Moyennement
- 4. Mal

4. Étiez-vous au courant du fait que la conciliation était un service offert indépendamment du processus judiciaire que vous amorciez alors ?

- 1. Oui
- 2. Non
- 8. Ne sait pas



5. Je vais vous énumérer un certain nombre de raisons qui peuvent motiver une partie à accepter la conciliation. Dites-moi si vous êtes d'accord, oui ou non, avec chacune de ces raisons ?

1. Je voulais m'entendre avec l'autre partie	Oui	Non
2. Je croyais que les délais étaient plus courts	Oui	Non
3. Une entente vaut mieux qu'un jugement	Oui	Non
4. Le processus judiciaire doit être évité	Oui	Non
5. L'autre partie me semblait conciliante	Oui	Non
6. Je voulais négocier	Oui	Non

6. Y-a-t-il d'autres raisons pour lesquelles vous avez accepté de recourir à notre service de conciliation ?

1. Oui
2. Non ---- passez à la question 8

7. Pouvez-vous m'énumérer ces raisons:

---



---

8. Vous a-t-on expliqué qu'il était possible pour une partie de se retirer librement, et sans aucune conséquence, du processus de conciliation quelqu'en soit le motif, et ce, sans aucune conséquence ?

1. Oui
2. Non
8. ne se souvient pas

**passez à la section III**

**SECTION II - DÉFENDEUR**

9. Au moment où une personne du service de conciliation vous a contacté (par lettre ou téléphone) pour vous offrir ses services, saviez-vous que l'autre partie (votre propriétaire ou locataire) avait déposé une cause vous impliquant à la Régie du logement ?

- 1. Oui ----- passez à la question 11
- 2. Non
- 8. ne se souvient pas - passez à la question 11

10. Si non, aviez-vous une connaissance du litige, du problème entre vous et lui, qui a pu mener au dépôt d'une cause ?

- 1. Oui
- 2. Non
- 8. ne se souvient pas

11. Le conciliateur (ou la conciliatrice) vous a-t-il (ou elle) contacté par lettre ou téléphone?

- 1. par lettre
- 2. par téléphone - passez à la question 13

12. Avez-vous tenté de communiquer par téléphone avec notre service afin d'en connaître davantage sur la conciliation ?

- 1. Oui
- 2. Non - passez à la question 14

13. Le conciliateur (ou la conciliatrice) vous a-t-il (ou elle) expliqué en détail, moyennement ou peu ce qu'était la conciliation à la Régie du logement ?

1. en détail
2. moyennement
3. peu

14. Au moment où on vous a offert les services d'un conciliateur (conciliatrice) , connaissiez-vous très bien, bien, moyennement ou mal ce service qu'offre la Régie du logement ?

1. Très bien
2. Bien
3. Moyennement
4. Mal

15. Étiez-vous au courant du fait que la conciliation était un service offert indépendamment du processus judiciaire dans lequel vous vous trouviez alors ?

1. Oui
2. Non
8. Ne sait pas

16. Avez-vous accepté, oui ou non, l'offre qui vous a été faite de rencontrer l'autre partie lors d'une séance afin si possible d'en arriver à une entente ?

1. Oui
2. Non --- passez à la question 20

17. Je vais vous énumérer un certain nombre de raisons qui peuvent motiver une partie à accepter la conciliation. Dites-moi si vous êtes d'accord, oui ou non, avec chacune de ces raisons ?

1. Je voulais m'entendre avec l'autre partie	Oui	Non
2. Je croyais que les délais étaient plus courts	Oui	Non
3. Une entente vaut mieux qu'un jugement	Oui	Non
4. Le processus judiciaire doit être évité	Oui	Non
5. L'autre partie me semblait conciliante	Oui	Non
6. Je voulais négocier	Oui	Non

18. Y-a-t-il d'autres raisons pour lesquelles vous avez accepté de recourir à notre service de conciliation ?

1. Oui
2. Non ---- passez à la question 23

19. Pouvez-vous m'énumérer ces raisons:

---



---

Passez à la question 23

20. Je vais vous énumérer un certain nombre de raisons qui peuvent motiver une partie à refuser la conciliation. Dites-moi si vous êtes d'accord, oui ou non, avec chacune de ces raisons ?

1. Je ne voulais pas d'entente avec l'autre partie	Oui	Non
2. Je n'avais pas de temps à y consacrer	Oui	Non
3. Un jugement est préférable à une entente	Oui	Non
4. Le processus judiciaire est préférable	Oui	Non
5. L'autre partie ne me semblait pas conciliante	Oui	Non
6. je ne voulais pas négocier	Oui	Non

21. Y-a-t-il d'autres raisons pour lesquelles vous avez refusé de recourir à notre service de conciliation ?

1. Oui
2. Non ---- fin de l'entrevue

22. Pouvez-vous m'énumérer ces raisons:

---

---

**Fin de l'entrevue**

23. Vous a-t-on expliqué qu'il était possible pour une partie de se retirer librement, et sans aucune conséquence, du processus de conciliation lorsqu'en soit le motif, et ce, sans aucune conséquence ?

1. Oui
2. Non
8. ne se souvient pas

### **SECTION III - LA CONVOCATION DES PARTIES**

24. La conciliation s'est-elle faite par téléphone ?

1. Oui --- passez à la question 34
2. Non

25. De quelle manière, par lettre ou par téléphone, avez-vous été convoqué à une rencontre de conciliation ?

1. par lettre
2. par téléphone --- passez à la question 27

26. Est-ce que la date et l'heure fixées pour la rencontre, vous convenaient bien?

1. Oui --- passez à la question 28
2. Non
3. Plus ou moins

27. Avez-vous tenté de téléphoner au service de conciliation afin de faire changer l'heure et la date de la rencontre ?

1. Oui
2. Non
8. ne se souvient pas

28. Au moment de la réception de la convocation pour une rencontre, aviez-vous aussi reçu l'avis d'audition du tribunal ?

1. Oui
2. Non
8. ne se souvient pas

#### **SECTION IV - LA RENCONTRE**

29. Le jour de la rencontre, est-ce que vous vous êtes présenté au lieu et à l'heure fixés dans la convocation à une séance de conciliation ?

1. Oui
2. Non --- passez à la question 31

30. L'autre partie était-elle présente ?

1. Oui
2. Non --- passez à la question 46

**passez à la question 33**

31. Est-ce que vous aviez alors convenu avec l'autre partie d'une entente sur le litige en question ?

1. Oui --- passez à la question 44
2. Non

32. Est-ce que vous avez averti l'autre partie, ou encore le service de conciliation, de votre absence ?

1. Oui
2. Non
8. ne se souvient pas

33. La rencontre a-t-elle eu lieu à l'heure convenue ?

1. Oui
2. Non
8. ne se souvient pas

34. Qualifieriez-vous l'atmosphère de la séance d'agréable, correcte, tendue ou désagréable?

1. Agréable
2. Correcte
3. Tendue
4. Désagréable

35. L'autre partie vous paraissait-elle coopérative lors des discussions ?

1. Oui
2. Non
3. Plus ou moins

36. Avez-vous eu l'impression d'exprimer votre point de vue ?

1. Oui
2. Non
3. Plus ou moins

37. Pensez-vous qu'avec l'aide du conciliateur, vous avez examiné toutes les possibilités d'une entente ?

1. Oui
2. Non
3. Plus ou moins

38. Selon vous, le conciliateur agissait-il de façon neutre et impartiale ?

1. Oui
2. Non
3. Plus ou moins

39. Selon vous, le conciliateur a-t-il cherché à vous aider à trouver une solution acceptable aux deux parties ?

1. Oui
2. Non
3. Plus ou moins



40. Selon vous, le conciliateur a-t-il fourni les informations dont vous aviez besoin ?

1. Oui
2. Non
3. Plus ou moins

41. Selon vous, le conciliateur s'est-il assuré que la séance se déroule dans les meilleures conditions possibles ?

1. Oui
2. Non
3. Plus ou moins

42. Est-ce que vous avez pu, lors de cette séance, négocier les termes d'une entente ?

1. Oui
2. Non --- passez à la question 46
3. Plus ou moins --- passez à la question 46

43. Le conciliateur vous a-t-il proposé de rédiger l'entente que vous aviez négociée ?

1. Oui
2. Non

**SECTION V - L'ENTENTE**

44. Etes-vous très satisfait, satisfait, peu satisfait ou pas du tout satisfait de cette entente ?

1. Très satisfait
2. Satisfait
3. Peu satisfait
4. Pas du tout satisfait

45. L'autre partie a-t-elle respecté les termes de l'entente ?

1. Oui
2. Non
3. Plus ou moins

46. Si vous deviez revenir à la Régie du logement, utiliseriez-vous encore volontiers nos services de conciliation ?

1. Oui
2. Non

47. Pourquoi ?

---

---

**MERCI DE VOTRE COOPÉRATION**

6. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS  
PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 1993  
AU 31 MARS 1994

NOM	OBJET	COUT
ACTRA	- Contrat de voix pour système de réponse vocale	270,00
Caisse & Chartier	- Service de presse électronique	1 690,99
Compo-Art	- 10 contrats de trame de photos	540,00
CompoEm	- Typographie du nouveau bail, versions française et anglaise	1 560,00
	- Typographie de la brochure Nouveau Code civil en matière de logement, versions française et anglaise	1 060,00
	- Conversion d'illustration par lecture optique	30,00
Compro	- Location de matériel de production de messages enregistrés	1 380,00
C. Rothman	- 2 contrats de traduction vers l'anglais	131,00
Démo	- Service de coupures de presse	1 427,00
Édition G. Connolly	- 5 contrats de traduction vers l'anglais	2 290,40
Éditique et Graphisme d'avant-garde	- 3 contrats de consultation sur problèmes d'éditique et d'infographie	787,50
Groupe Médiagraph	- Production de diapositives	500,00
J. J. Blanchette	- 2 contrats d'enregistrement système de réponse	1 200,00
Ministère des Communications	- Traduction du Règlement sur les mentions obligatoires	945,70

NOM	OBJET	COUT
Langevin & Turcotte	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conception et réalisation graphique de la brochure Nouveau Code civil (versions française et anglaise) 3 000,00</li> <li>- Conception et réalisation graphique du nouveau bail (versions française et anglaise) 4 000,00</li> <li>- Conception et réalisation du formulaire CALCUL 94 - <i>Comment s'entendre sur une augmentation de loyer</i> (versions française et anglaise) 3 000,00</li> <li>- Conception et réalisation graphique du dépliant <i>Comment se préparer à une audience</i> (versions française et anglaise) 1 200,00</li> <li>- Corrections à un prêt-à-photographier 225,00</li> <li>- Réalisation des prêts-à-photographier de l'édition révisée de la brochure Nouveau Code civil (versions française et anglaise) 1 300,00</li> </ul>	
Par écrit Enr.	- 9 contrats de révision linguistique	960,00
Prima Télématic	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Système de réponse vocale : <ul style="list-style-type: none"> <li>. programmation du transfert intelligent 2 625,00</li> <li>. programmation pour stat. cumul. 1 050,00</li> <li>. réalisation 5e version 5 250,00</li> <li>. réalisation 6e version (Code civil) 14 227,50</li> </ul> </li> </ul>	
R.O.M.E.L.	- Formation auprès d'intervenants du milieu locatif issus du milieu des communautés culturelles	600,00
Telbec	- Transmission de communiqués	828,00
Traductions B&B	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 contrats de traduction vers l'anglais 512,00</li> <li>- Traduction de modifications au bail vers l'anglais 445,74</li> <li>- Traduction du texte <i>Nouveau Code civil en matière de logement</i> vers l'anglais 1 138,50</li> </ul>	
Typographie Excellence	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux d'infographie (22 dépliants) 1 440,00</li> <li>- Travaux d'infographie (2 brochures) 1 080,00</li> </ul>	
Zakharov, Y.	- 4 contrats de traduction de textes vers le russe	490,00

NOM	OBJET	COUT
Unique	- Contrat de gardiennage	1 352,50
Prima Télématic	- Entretien du système de réponse vocale de Montréal	1 150,00
	- Entretien du logiciel Primatex-Unix	1 575,00
	- Implantation du système de réponse vocale à Québec	1 338,25
	- Entretien du système de réponse vocale de Québec	333,34
Sécur Inc.	- Transport de valeurs	19 985,17
Longpré et Associés	- Mise en place d'un plan de communication	500,00
Louis Morissette	- Expertise médicale	450,00
Transit II	- Évaluation du potentiel de gestion d'un employé	2 438,24
	- Bilan de carrière d'un employé	3 265,00
A. Holden	- Enregistrement de voix pour service de réponse vocale	528,00
Pierre Morin Conseils Ltée	- Analyse des caractéristiques socio-économiques de la clientèle visée par une enquête	5 000,00
Conseillers Info-Orienté Inc.	- Droit d'utilisation de logiciel	3 380,25
Gestar Inc.	- Entretien du logiciel Documentix	1 533,84
Sieur de Bleury	- Entretien de plantes	900,00
CPU Design Inc.	- Entretien de micro-ordinateurs	855,96
Autocontrôle Inc.	- Entretien d'imprimantes	750,00
IBM Canada Ltée	- Entretien de l'ordinateur AS-400	9 976,92
Hexatek	- Entretien de matériel périphérique de l'ordinateur AS-400	8 827,28
Cedrom	- Entretien de logiciels	850,00

NOM	OBJET	COUT
Excel Informatique	- Entretien de micro-ordinateurs	1 065,00
Fujitsu System	- Entretien de micro-ordinateurs	1 182,20
Harris Adacom Inc.	- Entretien d'imprimantes	471,24
Computer Power Engineering Inc.	- Réparation de 3 unités d'alimentation de secours	587,00
Planiselect	- Installation et branchement d'équipement au réseau informatique	2 416,26
	- Câblage informatique au bureau de Côte-des-Neiges	4 958,64
	- Câblage informatique au bureau de Verdun	3 002,16

7. LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> MARS 1993

---

Aucun.

8. LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 1993-1994, DE LA PHOTOCOPIE,  
DE LA TÉLÉCOPIE (FAX), DU REMBOURSEMENT DU TRANSPORT, DE  
L'HÉBERGEMENT ET DES REPAS ET DES DÉPENSES APPLICABLES  
À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET DES  
SESSIONS DE RESSOURCEMENT

---

<u>Catégorie</u>	<u>Coût</u>
Photocopie (11 mois)	55 434,00 \$
Télécopie (Fax) (11 mois)	24 587,00 \$
Remboursement des frais de transport (NOTE 1)	149 414,00 \$
Remboursement des frais de repas et d'hébergement (NOTE 2)	123 084,00 \$
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement et ressourcement :	
a) au Québec	84 060,00 \$
b) à l'extérieur du Québec	2 305,00 \$

NOTE 1. Inclue des frais de 8 199,00 \$ pour des activités de perfectionnement.

NOTE 2. Inclue des frais de 15 247,00 \$ pour des activités de perfectionnement.



## 9. COTISATIONS PAYÉES PAR L'EMPLOYEUR

---

Aucune cotisation de cette nature n'a été remboursée par la Régie.



10. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION DU PERSONNEL FÉMININ, DES  
PERSONNES HANDICAPÉES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES  
DE LA RÉGIE DU LOGEMENT POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOIS  
(CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 1993-1994

DONNÉES AU 31 MARS 1994

Catégorie d'emploi	Hommes		Femmes		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Cadres supérieurs	5	71,4	2	26,6	7
Cadres intermédiaires	1	50,0	1	50,0	2
Professionnels	14	60,9	9	39,1	23
Techniciens	5	31,2	11	68,8	16
Personnel de bureau	36	19,6	148	80,4	184
Total de l'effectif régulier <sup>1</sup>	61	26,3	171	73,7	232
Hors cadres <sup>2</sup>	22	56,4	17	43,6	39
Occasionnels	9	40,9	13	59,1	22
Total de l'effectif global	92	31,4	201	68,4	293

<sup>1</sup> Nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique

<sup>2</sup> Personnel de la haute direction et régisseurs

10. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION DU PERSONNEL FÉMININ, DES  
PERSONNES HANDICAPÉES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES  
DE LA RÉGIE DU LOGEMENT POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOIS  
(CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 1993-1994

---

DONNÉES AU 31 MARS 1994

Présence des autres groupes cibles :

	PERSONNES HANDICAPÉES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES
Régulier	7	3
Hors cadres	0	2
Occasionnels	1	5
Total	8	10

**11. POUR CHACUN DES MOIS DES DEUX EXERCICES BUDGÉTAIRES  
(1992-1993 ET 1993-1994)  
NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES  
PRIS PAR LE PERSONNEL ET  
NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES**

**b) Heures supplémentaires**

	1992-1993	1993-1994
Nombre d'heures supplémentaires		
- Heures réalisées	3 770,69	1 684,88
- Heures compensées	911,64	1 195,40
- Heures remboursées	2 859,05	489,48

**a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel**

**c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel**

1992-1993												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nbre de jours de congé de maladie	123,0	132,5	147,0	130,0	139,5	148,5	140,5	162,5	94,5	160,0	151,0	211,5
Nbre de jours de vacances	162,5	226,5	472,0	1508,0	992,0	268,5	196,0	87,5	457,0	235,5	259,5	226,0

1993-1994												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nbre de jours de congé de maladie	164,5	143,0	161,5	125,5	143,0	195,5	177,0	149,5	125,0	158,5	187,5	42,5
Nbre de jours de vacances	219,0	223,0	425,5	1277,0	1201,5	319,5	195,0	106,0	265,5	291,5	180,5	142,0

## 12. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS POUR CHACUN DES EXERCICES BUDGÉTAIRES DEPUIS 1989-1990

	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99
<b>A) et D) CATÉGORIE D'EMPLOI</b> [Effectifs autorisés - ETC]							<b>E) PRÉVISIONS</b>			
Hors cadres	42	42	42	42	42	42	34	34	34	34
Cadres supérieurs et intermédiaires	16	13	12	11	10	10	9	9	9	9
Professionnels	37	35,5	36,5	36,5	34,5	23	23	23	23	23
Techniciens	21	20	24	21	21,2	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2
Personnel de bureau	171	175,5	173,5	182,5	176,3	174,8	170,8	168,8	168,8	168,8
Ouvriers	1	1	-	1	1	1	1	1	1	1
<b>B) COMPLEXITÉ SUPÉRIEURE</b>										
Nombre d'employés	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2
<b>C) TRAITEMENT SUPÉRIEUR À LA TÂCHE ACCOMPLIE</b>										
Nombre d'employés	2	4	5	6	5	5	5	5	5	5

**Note : Au 1<sup>er</sup> avril de chaque exercice financier**

13. À L'EXCLUSION DE LA S.I.Q., LISTE DES FIRMES EN 1993-1994  
QUI LOUENT DES ESPACES

---

La Régie du logement a négocié des ententes d'occupation avec la S.I.Q. pour tous ses locaux.

14. CONTRATS ATTRIBUÉS A DES FIRMES DE COMMUNICATIONS  
OU DE RELATIONS PUBLIQUES EN 1991-1992

---

Aucun contrat de cette nature n'a été attribué.

15. LISTE DES TARIFS EN VIGUEUR DE L'EXERCICE 1993-1994

---

La Régie ne perçoit pas de revenus de droits et permis.



16. PERSONNEL DE CABINET DU MINISTRE ET DE LA SUITE  
SOUS-MINISTÉRIELLE

---

Sans objet.

17. CONTRATS DONNÉS A MEME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE  
DU CABINET DU MINISTRE

---

Sans objet.

**18. CRÉDITS PÉRIMÉS 1993-1994 PAR PROGRAMMES  
ET PAR ÉLÉMENTS**

---

La Régie du logement a un seul programme (09) et un seul élément (01).

L'objectif de crédits périmés de la Régie est de 795 700 \$.

19. VENTILATION DÉTAILLÉE DES TRANSFERTS DU  
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

---

Sans objet.

20. SUBVENTIONS VERSÉES A MEME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE  
DU MINISTERE

---

Sans objet.

21. BILAN DES MESURES CONTENUES DANS LE  
PLAN STRATÉGIQUE DU GRAND MONTRÉAL

---

Sans objet.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

## 1. VENTILATION DÉTAILLÉE DU SOUTIEN FINANCIER 1993-94

---

La Régie du logement n'accorde aucun soutien financier et n'effectue aucun versement de transfert à quelque organisme que ce soit, ni n'en reçoit. Elle ne dispose que de crédits, principalement pour traitements, tels que détaillés au Livre des crédits.



2. À 8.

---

Les questions 2 à 8 s'appliquent à la S.H.Q.

9 a. BUDGET DE CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA  
RÉGIE DU LOGEMENT AU 31 MARS 1994  
(EN 000 \$) \*

---

BUREAUX RÉGIONAUX	BUDGET DES TRAITEMENTS
Hull	211,9
Jonquière	217,2
Laval	351,5
Longueuil	623,4
Montréal-Village olympique	584,8
Montréal-Crémazie	480,5
Montréal-Verdun	289,0
Montréal-Côte-des-Neiges	454,1
Québec	674,1
Rimouski	243,5
Sherbrooke	298,7
Trois-Rivières	290,0

---

\* Il s'agit de budgets de traitements seulement. Les autres budgets ne sont pas ventilés par bureau.

**9 b. NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS ET PERMANENTS  
DANS CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA  
RÉGIE DU LOGEMENT AU 31 MARS 1994 \***

BUREAUX RÉGIONAUX	EFFECTIFS OCCASIONNELS	EFFECTIFS PERMANENTS (RÉGULIERS)	TOTAL
Hull	0	8	8
Jonquière	1	7	8
Laval	0	12	12
Longueuil	2	20	22
Montréal-V.O.	0	18	18
Montréal-Crémazie	1	14	15
Montréal-Verdun	1	10	11
Montréal-C.-D.-N.	2	13	15
Québec	4	23	27
Rimouski	1	9	10
Sherbrooke	1	9	10
Trois-Rivières	0	11	11
<b>ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>	<b>13</b>	<b>154</b>	<b>167</b>

\* À l'exclusion des régisseurs.

9 c. NOMBRE DE DOSSIERS RECUS ET DE DOSSIERS TRAITÉS  
DANS CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU  
LOGEMENT 1<sup>er</sup> JANVIER 1993 AU 31 DÉCEMBRE 1993. \*

BUREAUX RÉGIONAUX	DOSSIERS (DEMANDES) REÇUS	DOSSIERS (DEMANDES) TRAITÉS
Hull	4009	4035
Jonquière	1366	1359
Laval	6561	6226
Longueuil	7971	7873
Montréal-Village Olympique	11034	11638
Montréal-Crémazie	8320	7810
Montréal-Verdun	5244	5272
Montréal-Côtes-des-Neiges	8788	9889
Québec	7556	7795
Rimouski	1421	1400
Sherbrooke	3147	2950
Trois-Rivières	2259	2265
ENSEMBLE DU QUÉBEC	67676	68512

\* Il s'agit de demandes susceptibles d'être entendues par des régisseurs.  
Elles ne comprennent pas les demandes d'information (faites au comptoir ou au  
téléphone) et les interventions de médiation ou de conciliation.

**10. NOMBRE DE BUREAUX RÉGIONAUX FERMÉS OU RELOCALISÉS  
AU COURS DE L'EXERCICE 1993-1994**

---

Au cours de l'exercice 1993-1994, les bureaux de Québec, Rivière-du-Loup, Sept-Iles et Gaspé ont fait l'objet d'une relocalisation :

Relocalisation du bureau de Québec

- a) Date : Le 23 juin 1993
- b) Lieu : du 300, boul. Jean-Lesage au 70, rue Dalhousie
- c) Motif : Dans le cadre d'un projet d'expansion du ministère de la Justice, la Régie a dû céder ses locaux au Palais de Justice.
- d) Économies réalisées : Cette relocalisation, pour laquelle le coût des travaux d'aménagement a été assumé par le ministère de la Justice, génère des économies annuelles de loyer de 72 340 \$.

Relocalisation du bureau de Rivière-du-Loup

- a) Date : Le 14 décembre 1993
- b) Lieu : du 506, rue Lafontaine au 33, de la Cour (Palais de Justice)
- c) Motif : Le ministère de la Justice a offert gratuitement un local à la Régie pour recevoir sa clientèle, de même qu'une salle d'audience.
- d) Économies : À compter de novembre 1994, des économies de loyer de 13 210 \$ seront réalisées annuellement.

Relocalisation du bureau de Sept-Iles

- a) Date : Le 21 février 1994
- b) Lieu : Dans le même édifice, mais dans le local occupé par l'Office de protection du consommateur.
- c) Motif : Pour permettre l'atteinte d'objectifs communs de rationalisation, la Régie a conclu une entente de cohabitation avec l'O.P.C. dans les espaces occupés par cette dernière à Sept-Iles.
- d) Économies : À compter de décembre 1994, des économies de loyer de 8 994 \$ seront réalisées annuellement.

Relocalisation du bureau de Gaspé

- a) Date : Le 15 mars 1994
- b) Lieu : À la même adresse.
- c) Motif : Comme il a été fait à Sept-Iles, la Régie a réalisé un projet de cohabitation avec l'Office de la protection du consommateur en accueillant cette dernière dans ses locaux de Gaspé.
- d) Économies : À compter de mars 1995, des économies de loyer de 7 073 \$ seront réalisées annuellement.

11., 12., 13., ET 14.

---

Les questions 11, 12, 13, et 14 s'appliquent à la S.H.Q.